

LE CHOC DES DISCOURS DANS LA PRESSE FRANÇAISE
de la crise des banlieues à celle des universités
novembre 2005 – mars 2006

SOPHIE MOIRAND

sophie.moirand@univ-paris3.fr
École doctorale Langage et langues :
www.cavi.univ-paris3.fr/ilpga/ed [pages perso: /dir/SM]

Équipe de recherche : CEDISCOR-SYLED
Université Sorbonne nouvelle– Paris 3
Sorbonne, 46 rue Saint-Jacques, 75230 Paris Cedex 05 France

(version provisoire)

Le choc des discours dans la presse française : de la crise des banlieues à celle des universités (novembre 2005, mars 2006)

Comment se construit la réalité sociale ? Comment le langage verbal, l'usage de la langue, construit, ou plutôt reconstruit, le réel ? Telle est la question que l'on se pose, dans une perspective à la fois proche et différente de celle de John Ronald Searle 1995 dans *The Construction of Social Reality*. Proche, parce qu'il s'agit de s'interroger sur le rôle du langage dans la construction des faits sociaux, ce qui présuppose, dit Searle, « une intentionnalité collective » ; différente parce qu'il s'agit ici de s'interroger sur le fonctionnement des discours des médias, et en particulier ceux de la presse écrite quotidienne. Car si certains faits deviennent des événements sociaux, cela se manifeste dans les sociétés contemporaines par une diffusion massive d'images et de paroles dans les médias : les objets sociaux (au sens de Searle : l'argent, l'état, la guerre...) n'existent que par l'accord des hommes, donc grâce à une intentionnalité collective reposant sur des conventions linguistiques et propagée par la chaîne ininterrompue des discours produits par la société. On a donc besoin de mots pour les désigner et d'espaces pour en parler. Ainsi les événements de société donnent lieu à une production massive de discours dans les médias, ce que j'ai appelé un « moment discursif » (Moirand 2004a), fait de paroles multiples qu'il s'agit de démêler et de discours tenus par une grande diversité de locuteurs, venant de mondes sociaux différents (et pas seulement par des professionnels des médias), et qui s'entremêlent, dans le temps d'une émission ou l'espace d'une double page, alors qu'ils ne se rencontrent pas, de façon concrète, dans l'espace public.

L'analyse linguistique du discours me paraît fournir une autre approche que la réflexion philosophique proposée par Searle, à travers des notions que l'on peut mettre à l'épreuve des faits langagiers eux-mêmes : *argumentation, désignation, dialogisme, éclairage, interdiscours, intertexte, mémoire collective, mémoire interdiscursive, moment discursif, nomination, objet de discours*. Ces notions permettent de dégager des « observables » indispensables à la description du fonctionnement des discours rencontrés lors des événements tels que les médias les rapportent : des images bien sûr, mais aussi des mots, des formules, des petites phrases, des énoncés qui se répètent et qui, en se répétant, se transforment au fil du temps d'un locuteur à un autre, d'un article à un autre, d'un média à un autre, y compris désormais d'une langue à une autre à travers le monde... L'hypothèse est que, au fil des moments discursifs analysés, les sens linguistiques véhiculés par ces différentes formes langagières contribuent à construire « le sens social » de certaines familles d'événements (Moirand 2007).

L'analyse proposée s'inscrit donc dans la ligne de l'analyse du discours française (Maldidier 1990, Mazière 2005), c'est-à-dire qu'elle articule les formes de la langue au sens du discours à travers le travail de l'histoire, de la mémoire et de la culture. Si j'ai

essentiellement travaillé ces dernières années sur des événements scientifiques à caractère politique (l'affaire de la vache folle, les controverses à propos des OGM, la grippe aviaire...), je montrerai ici ce que l'analyse apporte à l'étude comparative de deux crises sociales récentes qui ont fait les unes non seulement des journaux en France mais également celles des médias dans le monde entier : les mouvements des jeunes de banlieues de l'automne 2005 (corpus B = « banlieues ») et les mouvements étudiants de l'hiver et du printemps 2006 (corpus U = « universités »).

Ces deux moments discursifs, qui mettent en scène des acteurs comparables (des « jeunes »), ont été analysés à travers plusieurs titres de la presse quotidienne nationale : *Aujourd'hui en France/le Parisien, la Croix, le Figaro, l'Humanité, Libération, le Monde*. Les corpus de référence retenus sur la totalité des deux moments l'ont été en fonction de la présence de l'événement à la une, puis dans les doubles pages ou les pages intérieures, ce que l'on peut suivre à travers les titres des rubriques et des articles mais également en fonction de mots-clés sur les sites des journaux sur l'internet ; on a arrêté de recueillir les données (qui prennent en compte tous les articles et documents produits à propos de ces deux moments discursifs : articles d'information, infographies, photos, dessins de presse, éditoriaux, textes de commentaire, analyses, etc.) lorsque la mention de ces événements disparaît de la une et du rubriquage des pages. Une sélection a permis de constituer les corpus de travail analysés pour cette communication de manière exhaustive : on les a restreints pour le corpus B au moment où la contestation dans les banlieues s'étend de Paris au reste de la France (du 31 octobre au 06 novembre 2005), et pour le corpus U lorsque la contestation étudiante s'amplifie après l'occupation de la Sorbonne alors qu'elle avait commencé en province (du 08 mars au 14 mars 2005). Bien entendu, on ne s'interdit pas de confirmer les observations par un recours aux corpus de référence (voir Moirand 2007a, chap. 1 pour une description plus complète de la méthode).

Ces deux moments discursifs ont été observés à partir de deux angles différents, qui constitueront ici les deux parties de l'exposition :

- à travers l'acte de nommer et de désigner les acteurs sociaux à l'origine de ces événements puis les événements eux-mêmes (1.)
- à travers la circulation des dires, les paroles rapportées ou évoquées de manière allusive par les différents acteurs sociaux convoqués dans les médias et celles produites par des professionnels des médias, reporters, éditorialistes, chroniqueurs, etc. (2.).

On terminera sur la notion d'éclairage (au sens de l'approche argumentative développée par Jean-Blaise Grize – voir *infra*) car le choix des désignations et des dires évoqués ou rapportés ne donne pas seulement à voir *le point de vue* du locuteur : il contribue à *l'orientation pragmatique* des articles et, par suite, à la construction des représentations et des opinions.

1. Comment les désignations construisent des représentations

Des jeunes brûlent des voitures, des jeunes occupent la Sorbonne... Ce sont des actes, des actions, des faits. En parler dans les médias, au-delà des images qu'en donnent la télévision et les photos de presse, c'est choisir des mots pour le dire, entre autres pour nommer, pour caractériser, pour qualifier les acteurs de ces faits ainsi que les faits eux-mêmes qui, par leur répétition et leur retentissement médiatique, deviennent des événements. Or, pour parler de ces deux moments, qui surgissent brutalement dans la société française de l'année universitaire 2005-2006, on ne dispose pas de dénominations « stabilisées » (au sens de la sémantique référentielle, représentée par exemple par G. Kleiber 2001). On use alors de désignations qu'on a déjà rencontrées, dans d'autres situations, à propos d'autres événements qui ont eu lieu avant et/ou ailleurs. On fait appel à sa propre mémoire, mais également aux mémoires des lecteurs, aux mémoires collectives des communautés auxquelles on s'adresse.

Ainsi « mai 68 » sera paradoxalement évoqué pour le premier événement (corpus B), puis plus naturellement pour le second (corpus U)

Un petit Mai-68 des banlieues (titre, *le Monde*, 05 novembre 2005)

Le spectre de Mai 68 (titre, *le Figaro*, 13 mars 2006),

parce que « mai 68 » fait partie de la mémoire collective des Français, dans le sens que lui a donné Maurice Halbwachs, sociologue de la mémoire :

Il ne suffit pas de reconstituer pièce à pièce l'image d'un événement passé pour obtenir un souvenir. Il faut que cette reconstruction s'opère à partir de données ou de notions communes qui se trouvent dans notre esprit aussi bien que dans ceux des autres, parce qu'elles passent sans cesse de ceux-ci à celui-là et réciproquement, ce qui n'est possible que s'ils ont fait partie et continuent à faire partie d'une même société. Ainsi seulement, on peut comprendre qu'un souvenir puisse être à la fois reconnu et reconstruit.

[Halbwachs 1997 [1950] : 63]

Ainsi les journalistes états-uniens relatant les violences en banlieue évoqueront pour en parler des événements plus proches des mémoires collectives des communautés auxquelles ils s'adressent :

« une situation comparable à la Tchétchénie » (un journaliste de CNN)

« c'est le Katrina des désastres sociaux » (le correspondant de Fox News à Paris, comparant ainsi la banlieue parisienne à la Louisiane).

On est alors conduit à comparer la façon dont « les jeunes » puis les événements eux-mêmes sont désignés dans chacun des moments discursifs considérés, dans la mesure où les domaines de mémoire auxquels on fait appel pour les caractériser ne sont pas forcément les mêmes dans les deux cas.

1.1. Les jeunes tels qu'on les désigne

Catégorisés d'abord comme « jeunes » (état temporaire : « peu avancé en âge », dit le dictionnaire d'usage *le Petit Robert*, qui se contente de donner des exemples de l'emploi

substantial...), ils seront, au gré des locuteurs et au fil du temps des deux corpus, re-catégorisés dans des classes d'acteurs oscillant entre « être » et « faire », entre « état » et « action » :

Corpus B :

- casseurs § incendiaires (faire)
- voyous § racaille (état)

Corpus U :

- manifestants § grévistes § bloqueurs (faire)
- anti-CPE § anarchistes § trotskystes (état)

Si le trait sémantique 'jeune' est bien présent pour désigner les principaux acteurs des deux corpus, les désignations vont cependant diverger au fil des événements, manifestant ainsi des points de vue différents et construisant de ce fait des représentations différentes des acteurs à l'origine de ces événements.

Corpus B :

En relevant systématiquement les différentes désignations rencontrées dans le corpus B, on peut reconstituer différents paradigmes de désignation, notion que l'on définira, à la suite de M.-F. Mortureux (1993 : 124), comme des « liste de syntagmes (en général nominaux, parfois verbaux) fonctionnant en coréférence avec un vocable initial dans un discours donné », mais que l'on élargit à l'ensemble des corpus étudiés, indépendamment des textes où on les a rencontrés¹.

Au départ, il s'agit d'un fait divers : deux jeunes étaient (ou « se sont crus », disent certains journaux) poursuivis par la police, ils se sont réfugiés dans un transformateur, ils ont été électrocutés, ils sont morts. On les désigne alors par leur prénom ou par des mots référant au trait sémantique 'jeune' :

deux mineurs § deux adolescents § deux jeunes gens.

Mais ces morts ont entraîné des réactions en chaîne, et la marche silencieuse de protestation a été rapidement remplacée par d'autres actions : des poubelles sont incendiées, des voitures brûlent ; des pierres sont lancées, des édifices publics sont attaqués, la police est caillassée. Quatre paradigmes différents peuvent alors être mis au jour au fil des textes du corpus analysé, qui nomment, désignent ou caractérisent les acteurs de ces actes.

Un premier paradigme a pour trait essentiel 'la jeunesse' (même lorsque les actes relèvent des « violences urbaines » ou qu'il s'agit d'affrontements avec la police)² :

des jeunes incendient des voitures § une quarantaine de jeunes § certains de très jeune âge, affrontements de groupes de jeunes avec la police § plusieurs centaines de jeunes saccagent voitures et infrastructures § heurts entre jeunes et policiers § des jeunes des cités.

Un deuxième paradigme, que l'on rencontre essentiellement dans des paroles rapportées, semble ajouter au trait sémantique 'jeune' une nuance affective, les propos faisant preuve de compréhension à l'égard de ces acteurs, qui réagissent à la mort de deux d'entre eux :

les gamins qui brûlent nos voitures § ces enfants qui brûlent des voitures § « *les mômes qui sont dans la rue, ce sont nos propres mômes* » § « *de vrais jeunes qu'il faut aider* » § spectateur ou acteur les jeunes des cités qui flambent sont pris dans un étau.

Un troisième paradigme associe au trait 'jeune' celui de 'casseur', d'«incendiaire» ou d'«émeutier» (ce qui relève du faire) ou celui de 'voyou' (ce qui relève de l'être) :

« *de petits voyous de la cité* » § « *ces jeunes casseurs âgés de 14 à 25 ans* » § des jeunes émeutiers de Sevrans § « *quand on [casse], on n'est pas un "jeune" mais un "voyou"* » § l'amalgame qui fait de tout jeune des banlieues « un voyou », « une racaille », « un sauvageon ».

Dans un quatrième paradigme, le trait 'jeune' disparaît. Seuls subsistent les traits qui relatent des actes de violences ou qui désignent des « êtres » malfaisants, souvent sous forme de désignations collectives à valeur péjorative (voir par exemple 'racaille' = ensemble d'individus méprisables, la couche la plus basse de la société considérée comme la plus méprisable, dit le dictionnaire d'usage) :

les émeutiers § les incendiaires de voitures § les casseurs encagoulés § les « *encagoulés* » § les assaillants § les fauteurs de troubles § les auteurs de violences § « *les insurgés d'aujourd'hui* » § les bandes organisées en petits groupes de dix à quinze personnes § les groupes d'émeutiers § « *un ennemi très mobile* » § la mise hors d'état de nuire de « *la racaille* ».

La façon de désigner les personnes dont on décrit les actes ou les actions sont le résultat de catégorisations opérées par les journalistes ou les différents locuteurs dont on rapporte les paroles. Ces catégories sont construites à travers les perceptions qu'ils ont du réel, tout en étant informées par des événements et des discours antérieurs qu'ils ont gardés en mémoire. C'est ce que l'on peut vérifier dans le second corpus étudié.

Corpus U :

On retrouve également ici le trait sémantique 'jeune'. Mais d'autres désignations apparaissent au fil du temps, qui font appel à des représentations qui subsistent depuis mai 68 à l'égard de tout mouvement étudiant... L'analyse systématique du corpus a permis de dégager ici trois paradigmes.

Le premier paradigme, s'il a pour trait central « la jeunesse », donne néanmoins aux acteurs qui manifestent un autre statut, celui de lycéen ou d'étudiant ; l'image qui est construite montre d'autre part qu'ils ne sont pas seuls mais avec leurs parents et avec les salariés³ :

des jeunes surtout § des lycéens aux étudiants, § étudiants et lycéens menaient la marche § au cœur des défilés avec les étudiants et leurs parents § les lycéens ouvrent le cortège précédant les salariés du public et du privé § plusieurs centaines de milliers de salariés et de jeunes.

Le deuxième paradigme que l'on a mis au jour montre des jeunes en train d'agir contre le contrat première embauche (CPE), paradigme qui conduira à distinguer deux groupes antagonistes, ceux qui sont pour et ceux qui sont contre (ce qui est inscrit dans les suffixes *pro-* et *anti-* ou *non-*), et qui montre déjà comment certaines caractérisations contribuent à construire des représentations à valeur péjorative (*porteurs de banderoles, surenchère, noyau dur...*) jusqu'à opposer des « étudiants » à ceux qui ne le seraient pas :

- les étudiants en lutte / en grève / en colère § plusieurs centaines d'étudiants ont envahi la fac § la quasi-totalité des grévistes a sorti sa carte d'étudiant devant les caméras § les anti-CPE défilent § les grévistes § les manifestants § les porteurs de banderoles § la surenchère des anti-CPE § le noyau dur des militants anti-CPE §
- grévistes déterminés / non-grévistes excédés § les bloqueurs / ceux qui veulent travailler § « tensions extrêmement vives » entre pro et anti-blocages § tensions entre grévistes et non-grévistes § l'occupation récente n'était pas le fait de « vrais étudiants ».

Quant au troisième paradigme, recueilli majoritairement dans des paroles rapportées, il tend à assimiler certains acteurs à des voyous et des casseurs, voire à les assimiler aux intermittents du spectacle ou à des sans-papiers⁴, reprenant alors les appellations traditionnellement utilisées pour désigner les mouvements d'extrême gauche, que l'on désigne toujours, depuis mai 68, comme les manipulateurs des mouvements d'étudiants :

« des hordes d'intermittents du spectacle, de sans-papiers et d'étudiants radicaux » § « tout a dégénéré à cause d'une horde de sauvages » § « organisés par les anarchistes et les trotskystes » § « des casseurs, des voyous, des anarcho-syndicalistes qui veulent la "révolution mondiale" » § les radicaux trotskystes et autres anarchistes poussent les feux § des vandales.

On voit ainsi comment se construisent deux représentations différentes du 'casseur': les casseurs de banlieues sont de la racaille, les casseurs des universités sont des trotskystes ou des anarchistes, représentations qui se superposent aux images diffusées par les chaînes de télévision, et qui viennent s'ancrer dans la mémoire des téléspectateurs et des lecteurs à travers les mots qui désignent. Car ce sont les mots les plus « spectaculaires », de même que les images les plus violentes qui restent, pas celles qui montrent les immenses cortèges et défilés pacifiques et joyeux qui se déroulaient sans incident et qui mêlaient étudiants, enseignants, parents et même grands parents, et en particulier des mots qui font appel à la mémoire d'événements porteurs d'émotions, mais également des mots dont on a souvent oublié l'origine, tels *racaille* / *voyou* ou *anarchiste* / *trotskyste* (que la plupart des étudiants eux-mêmes, aujourd'hui bien plus nombreux et bien différents de ceux de 1968, ne savent pas très bien « situer »).

Ce qui est cependant commun aux deux corpus, c'est l'usage que permet la langue de désigner un référent, ici 'un jeune', par une de ces « facettes » sémantiques (Cruse 1994), voire un trait sémantique « externe » à l'être qu'on désigne : celui qui casse (le jeune de banlieue) ou celui qui manifeste (le lycéen ou l'étudiant). Cette potentialité des mots, qui permet de donner son point de vue à travers *l'acte de nommer* (voir Cislaru *et alii* eds 2007), se retrouve dans la façon de désigner les événements eux-mêmes.

1.2. Les événements tels qu'on les désigne

Lors des deux moments discursifs pris comme objets d'études, on ne se contente pas de désigner les acteurs. On décrit également chacun de leurs actes : des voitures brûlent (on les compte), les étudiants défilent (on en estime le nombre), les universités sont occupées (on en fait la liste). Mais au-delà des faits, comment les médias passent-ils de la description des actes à la nomination de l'événement ? Quels mots deviendront des « mots-événements » (Moirand 2007), comme ont pu le devenir *Mai 68* ou *le 11 septembre* ?

Corpus B :

À l'origine, il y a un *drame* ou un *accident* : deux jeunes sont morts électrocutés pour échapper à la police. Ces faits sont suivis d'une série d'actions : jets de pierres et de bouteilles, incendies de poubelles et de voitures, etc., qu'on tente de catégoriser sous une même appellation. Dispose-t-on en français d'un hyperonyme, d'une dénomination stabilisée pour désigner ces faits qui se répètent au fil des jours et qui s'étendent à toute la France ?

Si la police les désigne sous le terme de « violences urbaines », qu'elle classe sur une échelle d'évaluation de 1 à 8⁵, l'analyse du corpus B permet de dégager un premier paradigme d'autres désignations. Certaines fonctionnent comme des caractérisations évaluant les faits dans leur globalité alors que d'autres inscrivent sémantiquement la présence de deux camps adverses :

- des tensions, des troubles § de nombreux incidents § de violents / graves incidents § l'explosion de violence § une éruption de violence § une flambée de violence § la déferlante de violences sans précédent § une nuit d'émeutes §
- de nouveaux affrontements § de violents affrontements § cinq nuits de heurts § des « actions de harcèlement » § des échauffourées § des déchaînements § des débordements.

Un sondage sur le corpus de référence a permis de relever une autre désignation qui appelle en mémoire d'autres événements ayant eu lieu avant et ailleurs : *une véritable guérilla urbaine, une guérilla d'un genre nouveau*. Mais ce qui est davantage remarquable, c'est au fil du temps le passage de l'appellation 'violences urbaines' à celle de *la crise dans les banlieues* ou *la crise des banlieues* dans le rubriquage ou le sommaire des journaux, marquant ainsi la construction de l'événement et la naissance du mot-événement qui le désigne désormais lorsqu'on en parle : *Retour sur une crise* → *la crise des banlieues* (voir note 5 *infra*).

Corpus U :

La contestation étudiante contre le projet de loi sur le Contrat Première Embauche (CPE) avait commencé lentement, à la fin du mois de janvier 2006, et dans l'Ouest de la France principalement, la une des quotidiens nationaux étant alors consacrée à la grippe aviaire et les manifestations étudiantes reléguées dans les pages intérieures. Lorsqu'on assiste à une amplification des manifestations au retour des vacances d'hiver, et que les universités parisiennes commencent à se mobiliser, les actes des étudiants passent à la une des journaux et les surfaces consacrées aux mouvements dans les universités augmentent.

Le premier paradigme de désignation de cet événement rend compte sémantiquement de l'opposition au projet :

la contestation étudiante § la mobilisation anti-CPE § le mouvement anti-CPE § le front anti-CPE.

Le deuxième paradigme qui apparaît utilise des désignations déjà rencontrées dans le corpus B, inscrivant sémantiquement la présence de deux camps adverses, cette fois les étudiants d'une part et les policiers de l'autre (on relève cependant ici l'appellation *violences policières*, jamais rencontrée dans le corpus B) :

heurts entre étudiants et CRS § violents affrontements § nouvelles échauffourées § violences § violences policières.

Un troisième paradigme met en scène l'affrontement entre deux camps adverses chez les étudiants eux-mêmes :

tensions entre étudiants pro- et anti-blocages § affrontements entre grévistes et non-grévistes § actes de violences et d'intimidation dans les universités.

Au fil du temps, on parlera d'abord du « conflit autour du CPE », puis c'est le mot 'crise' qui là encore apparaît pour en parler (*les raisons d'une crise, sortie de crise*), et *la crise du CPE* deviendra le mot-événement qui le désigne désormais⁶.

En conclusion de ces relevés des mots employés pour « dire l'événement », on remarquera qu'il est difficile, qu'il s'agisse du mot 'mouvement' ou 'crise', de parler d'hyperonyme (au sens de la sémantique référentielle), comme le constate d'ailleurs dans sa thèse sur *Les mots du conflit* Marie Veniard (2007). En revanche, cela confirme cette double fonction de l'acte qu'opère le locuteur dans la nomination : le choix qu'il fait donne à voir son point de vue, et l'éclairage qui est ainsi porté sur les faits relatés contribue à orienter la représentation de l'événement. Ce que l'étude des métaphores et des images semble confirmer.

1.3. L'usage des métaphores et des images

Nommer, c'est aussi jouer avec les mots et leurs emplois métaphoriques. Ainsi, dans le corpus B, on trouve tout naturellement l'image du 'brasier' et les mots qui en rendent compte (*embrasement, flambée, incendie, etc.*) pour désigner les incidents dans les banlieues, termes qui apparaissent à côté des photos de voitures ou de bâtiments qui brûlent ou de dessins de presse les représentant :

Comment Clichy s'est embrasé § Les incidents qui embrasent les cités § Le département s'est embrasé § Une flambée de violence § Les banlieues continuent à flamber § Les raisons d'un embrasement § L'embrasement des cités [titres]
Cela a suffi à électriser les forces de l'ordre § un syndicat de policiers demandait hier de ne pas jeter de l'huile sur le feu § l'incendie des cités françaises pourrait bien s'étendre à tout le continent.

Les discours glissent ensuite de la caractérisation des événements à celle du ministre de l'intérieur, qui, en reprenant à son compte le mot 'racaille' pour désigner des jeunes de banlieues, avait contribué à amplifier la crise, en tout cas du point de vue de certains acteurs et locuteurs :

Sarkozy : la stratégie d'un incendiaire § Nicolas Sarkozy, pompier pyromane [titres]
après avoir allumé l'incendie § ses déclarations incendiaires § il joue avec le feu §
La campagne de Sarko prend feu à Clichy [titre]
Certains accusent le ministre d'avoir allumé le brasier.

Mais l'événement prend rapidement un tour politique (ce que confirme le rubriquage des journaux, par exemple dans *le Monde* où l'on passe de *Banlieues* ou *Violences* à *Société* puis à *Politique et Société*), et les discours des médias font allusion aux rivalités au sein du gouvernement, en parlant, comme on le fait dans les banlieues ou à propos de certaines banlieues, de « gangs » et de « bandes » au gouvernement, et même de « guerre » :

Les incidents qui embrasent la banlieue ont attisé la rivalité entre D. de V. et N.S
[cela] promet plus d'un retour de flamme
les hommes politiques jouent avec le feu
Guerres de bandes au gouvernement
La guerre ouverte au sommet de l'État
La guerre larvée des gangs au sommet de l'État.

On voit ainsi comment les mots contribuent aux représentations qui sont données des objets du monde, des personnes et des événements, car si « on appelle *désignation* le fait qu'un signe renvoie à un objet, à un procès, à une qualité, etc. de la réalité extralinguistique », cette réalité telle qu'on la montre à travers le choix qui est fait des mots « est structurée par les formations idéologiques (culture, expérience) d'un groupe humain donné » (*Dictionnaire de linguistique*, Paris, Larousse, 1990 : 144). Ainsi, parler de *racaille*, de *gang* ou de *bande*, c'est reprendre les mots utilisés par certaines

communautés langagières. Mais c'est aussi, comme dans l'usage qui est fait de *trotskyste* et d'*anarchiste* pour désigner certains manifestants dans le corpus U, renvoyer à l'histoire de ces mots, à celle que chacun a dans sa mémoire, et pas seulement aux communautés qui les emploient.

Nommer, cela n'est donc pas « représenter » le monde tel qu'il est, les faits tels qu'ils sont. C'est donner un point de vue, prendre position sur l'objet en choisissant de le désigner ou de le caractériser d'une certaine façon, selon la perception que l'on en a (Siblot 1998, par exemple). C'est également donner une représentation pour l'autre, pour ceux auxquels on s'adresse, par exemple lorsqu'on compare implicitement, par le seul fait de désigner, les incidents dans les banlieues à une guérilla urbaine ou à la Tchétchénie, et les manifestations des étudiants de 2006 à celles de Mai 68. Mais les mots, non seulement le sens des mots mais ce qu'ils transportent avec eux, leur histoire et les différents sens qu'ils ont « empilés » au cours du temps, ne sont pas les mêmes pour tous : ainsi 'racaille', mot « vieilli » dit le dictionnaire d'usage, s'il a été revitalisé par la créativité du français des banlieues et des chanteurs de rap (sous ses différentes formes, *caillera* par exemple en verlan), prend un autre sens que celui qu'il a dans ces communautés langagières (où il a parfois une nuance affective, en particulier entre membres de la même communauté) lorsqu'il est prononcé par un ministre en activité dans une situation où les destinataires lui sont « acquis » : il reprend alors son sens d'origine (ensemble d'individus méprisables) en changeant de communauté langagière, et c'est comme cela qu'il a été interprété par ceux qui se sont sentis désignés ainsi.

On retrouve ici d'une part la théorie de Bakhtine (1977, 1984), à savoir que les mots sont toujours « habités », transportant avec eux les sens qu'ils ont acquis dans les situations où on les a rencontrés, ainsi que d'autre part les théories de l'analyse du discours française, en particulier celle de Pêcheux, pour qui les mots changent de sens lorsqu'ils passent d'une formation discursive à une autre (dans Malidier 1990, par exemple). Ainsi nommer est un acte de langage, l'acte premier de construction du sens en fonction du contexte. Le choix du mot, comme le choix de ne désigner qu'une des « facettes » du référent (ou un lien référentiel « extrinsèque » au référent : 'qui casse', par exemple), qu'il s'agisse d'une personne ou d'un événement, a une signification pour le locuteur qui marque ainsi son intentionnalité. Mais il peut avoir une autre signification pour l'interlocuteur ou le lecteur qui n'a pas la même culture, ni la même expérience, donc une autre mémoire des mots (et même s'il a la même langue) : relatant des incidents interethniques qui ont eu lieu à Sydney en Australie, en décembre 2005, les reporters de l'hebdomadaire français *Marianne* parlent de « scènes de ratonnades "anti-bougnoles" », reprenant ici des termes employés lors de la guerre d'Algérie, événement marquant de l'Histoire de France, faisant l'hypothèse d'une mémoire collective commune chez leurs lecteurs, mais sans tenir compte des différences contextuelles entre les faits qui ont eu lieu dans la France et l'Algérie de 1950-60 et ceux qui ont eu lieu dans l'Australie de 2005⁷.

Les médias ne se contentent pas de décrire et de nommer les faits. Ils rapportent également, on l'a entrevu, les dires de différentes communautés concernées par ces faits, jouant ainsi le rôle de « passeurs » des paroles et des mots des autres tout en les filtrant. Ainsi différents points de vue s'expriment à travers le choix des mots et à travers les discours des différents locuteurs convoqués dans les médias, que les médiateurs en soient ou non conscients. Or ce choc entre des discours qui se rencontrent, souvent à l'insu de leurs locuteurs, met au jour, au delà des différences de sens entre les mots ainsi que des différences de points de vue et d'intentionnalités, la construction du *sens social* des événements.

2. Comment les représentations des discours autres contribuent à l'orientation pragmatique des textes

La réalité sociale ne se construit pas seulement à travers les représentations qu'en donnent les mots (l'acte de nommer). Elle se construit également à travers les représentations des discours des autres, en particulier dans les médias, qui produisent, constitutivement, des discours « médiateurs » entre des discours nés ailleurs-et-avant et leurs publics. Dans le flux des paroles des professionnels des médias se mêlent et s'entremêlent d'autres dires, d'autres points de vue et d'autres intentionnalités. Il s'agit alors de repérer ces *harmoniques dialogiques*, dont parle Bakhtine (Moirand 2005b), et qui transparaissent dans les sons, les sèmes, les mots, les constructions, les énoncés, et même les images, les photos ou les dessins de presse. On se contentera ici d'en donner quelques exemples à travers deux grandes formes de dialogisme, *le dialogisme montré* (celui qui est inscrit dans la matérialité du langage verbal, qu'il s'agisse de mots ou d'énoncés empruntés, et qui recouvre différentes formes de discours rapporté) et *le dialogisme voilé* ou *suggéré* (celui qui fonctionne par *allusion*, que celle-ci soit « voulue » par le locuteur ou qu'elle surgisse à son insu – allusion « subie », au sens de Authier-Revuz 2000).

2.1. La construction plurilogale des pages et des articles

La matérialité des supports de la presse écrite imprimée permet de juxtaposer sur une même page ou sur une double page des genres de textes différents consacrés à un même événement, souvent annoncé par ailleurs à la une (ce qu'on appelle, à la suite des travaux de Grosse et Seibold 1996, une hyperstructure – voir Lugin 2001).

Ainsi, le numéro du *Parisien* (journal populaire qu'on trouve le matin dans un certain nombre de cafés parisiens) daté du jeudi 10 novembre 2005 consacre plusieurs pages (p. 2 à 8) à la crise dans les banlieues (rubrique : Le fait du jour), ce qui se manifeste à travers les titres des différents articles répartis par exemple sur la première double page :

- page 1 : Ça se calme, MAIS...
[Titre principal logé dans une photo qui prend les trois-quarts de la page et montre des policiers arrêtant quelqu'un dans la nuit]
VIOLENCES URBAINES. Etat d'urgence et couvre-feu : [annonce des pages 2 et 3 sur la photo de la une]
- page 2 et 3 : Sarkozy souhaite expulser les étrangers condamnés [titre de la double page]

- page 2 : un article qui fait le point sur la situation + un dessin de presse représentant le Premier ministre (« *dormez ! je le veux !* ») et le ministre de l'intérieur (« *et faites des cauchemars* ») s'adressant à un « jeune de banlieue » à propos du couvre-feu [paroles imaginées] + un article sur « *L'étonnant silence du président* » + un texte intitulé « *Cette mesure jette de l'huile sur le feu* », ce qui reprend les propos du président de la Ligue des droits de l'homme, interrogé dans cet article avec d'autres responsables d'associations
- page 3 : un article de reportage sur « *La cité d'Amiens entre hostilité et indifférence* », accompagné d'une photo d'Amiens la nuit lors du couvre-feu + un entretien avec un réalisateur d'origine algérienne (« *Cet arrêté nous renvoie à la guerre d'Algérie* ») + une carte représentant les départements où « *cinq préfets mettent en œuvre le couvre-feu* ».

Si les titres « représentent » déjà, de manière plus ou moins directe, du discours emprunté explicitement à d'autres, tous les textes répartis sur cette double page (et les deux doubles pages qui suivent) inscrivent au fil du discours des segments d'énoncés empruntés à des acteurs sociaux appartenant à des communautés langagières différentes. On peut ainsi inventorier les locuteurs à qui l'on donne la parole (soit dans des formes proches de l'interview, soit par l'insertion de très courts énoncés entre guillemets au fil du texte) en regardant l'encadrement des paroles rapportées, et retrouver ainsi les différents mondes sociaux qui parlent « dans » ou plutôt « à travers » le filtre du média :

- 'le monde politique' : le Premier ministre § le ministre de l'intérieur § le socialiste V.P. § un ténor chiraquien § François Bayrou (UDF) § un député UMP §
- 'le monde associatif' : des associations de défense des droits de l'homme § le président de la Ligue des droits de l'homme § le président de France Terre d'asile § l'association Résister, Insister, Persister §
- 'les autorités policières ou judiciaires' : le préfet de Seine-Saint-Denis § l'officier de police de permanence § le procureur de la République d'Evry § la jeune avocate de permanence §
- 'des citoyens « ordinaires »' : Lucie Gaffé, 68 ans § le boucher marocain, Abdel Haba § Kader, 58 ans, père de huit enfants § le patron du Follies, un bar pizzeria § les petits du quartier
- 'des « experts » divers', intellectuels, sociologues, éducateurs, etc.

Ainsi, dans un même article d'information, le texte d'un professionnel des médias est fracturé par un intertexte emprunté à des voix différentes, qui ont dit ces mots ailleurs, dans des situations qu'on ne précise généralement pas. Au fil du texte qu'on lit, c'est l'encadrement des paroles citées ou reformulées qui construisent souvent une représentation de l'autre en donnant des informations sur le locuteur à travers la façon de le désigner ou de le caractériser (*ténor chiraquien ; l'un des principaux responsables du dossier, cinglant*), voire sur sa psychologie ou ses émotions à travers des formes de *verba dicendi* (voir M. Monville-Burston 1993, par exemple), qui ne sont pas toujours de simples introducteurs de dires, mais participent amplement aux images que l'on diffuse de leurs auteurs :

- A Matignon, le Premier ministre ne rate pas une occasion pour souligner que les choses sont « *complexes* »

- Le socialiste Vincent Peillon concentre tout de même le tir sur le ministre de l'Intérieur, qu'il qualifie de « *racaille* » et accuse de « *surenchères* »
- « *On ne peut avoir un président qui se tienne à cette distance des événements* », déplore François Bayrou, rappelant, cruel, qu'il avait été élu « *en 1995 sur la fracture sociale et en 2002 sur l'insécurité* »
- « *Jusqu'à lundi le président n'était pas conscient de la gravité des événements* », assure, cinglant, l'un des principaux responsables du dossier
- « *Notre liberté de mouvement est réduite* », s'indigne Abdel Haba.

Les conséquences de cette construction plurilogale, qui se manifeste à l'intérieur de certains articles et d'un article à l'autre d'une même page, voire comme ici sur plusieurs pages, c'est qu'elle tisse des interactions entre des discours qui ne s'étaient parfois jamais rencontrés dans la réalité, et qui du coup s'affrontent dans l'espace du média : certains locuteurs semblent se répondre au fil du texte construit pas le médiateur alors qu'ils ne se sont jamais parlé en face à face.

Ces interactions discursives, dues à la matérialité du support, contribuent au brouillage des propos tenus, en particulier lors d'une lecture de survol, qui est celle que l'on fait des journaux (lorsqu'on n'est pas spécialisé dans leur analyse !). Il en est de même à la télévision où la circulation de la parole d'un locuteur à un autre (lorsque les propos sont coupés au montage dans les journaux d'information ou les reportages) est bien trop rapide pour qu'on saisisse toujours qui est en train de parler, et où rien ne vient remplacer les guillemets, lorsque par exemple le mot 'racaille' finit par circuler d'un locuteur à un autre et d'un monde social à un autre sans qu'on ne sache plus très bien à qui l'attribuer, ni quand ni comment il a surgi, ni quel sens il a pris.

Ainsi les marques (désignations des locuteurs, guillemets, *verba dicendi*, etc.) de cette intertextualité plurilogale illustrent la façon dont la presse met en scène les conflits, comme on peut le constater dans cet extrait d'un article de *Libération*, convoquant dans un même texte les propos d'acteurs antagonistes qui ne sont jamais croisés dans la réalité :

La Sorbonne, épice de la crispation

[...] Le rectorat ne fait pas dans la nuance : l'œuvre serait celle de « *casseurs, de voyous, d'anarcho-syndicalistes qui veulent la révolution mondiale* » et auraient « *complètement débordé les plus pacifiques* ».

Une façon de suggérer que l'occupation récente n'était pas le fait de « vrais » étudiants [...]

Bruno Julliard, président de l'UNEF, principal syndicat étudiant, a même dénoncé une attitude « *pyromane* » dans les propos du ministre. « *On laisse entendre que les grévistes sont des casseurs, ce qui est à l'opposé de ce qui se passe dans les universités. Si l'objectif est de faire rentrer les étudiants chez eux en faisant le pari de la peur, c'est perdu d'avance* », a-t-il lancé. Mathilde, qui s'était réfugiée dans la cour d'honneur de la Sorbonne au moment de la charge des CRS, partage le sentiment d'un dialogue impossible : « *Pendant l'occupation, le recteur n'a jamais cherché à discuter. Ça nous est resté en travers de la gorge.* »

[*Libération*, 13/03/2006]

Mais les mêmes dires peuvent donner lieu à l'effacement des marques et à une reformulation des propos qui contribue à présenter ce qui n'était qu'un point de vue sur des faits comme une description de « la réalité », et les guillemets devenir alors une marque de distance sur les désignations de l'autre plutôt que la marque d'un discours rapporté ; c'est alors que surgissent différentes formes d'allusion, ici une allusion au point de vue du rectorat dans l'usage qui est fait des guillemets autour du mot « étudiants » en page 1 (alors que l'extrait ci-dessus de *Libération* mettait des guillemets autour de « vrais » [étudiants]), et une autre à l'Histoire, qu'on peut entrevoir sous la forme défigurée du titre en pages intérieures :

Saccages à la Sorbonne [titre p. 1]

LA SORBONNE a été prise en otages par des « étudiants » pendant douze heures dans la nuit de vendredi à samedi. L'intervention des forces de l'ordre a été nécessaire pour évacuer l'université, qui a fait l'objet de nombreux saccages. [annonce, p. 1]

La Sorbonne sous le choc de la nuit des casseurs [titre p. 9]

[*le Figaro*, 13/03/2006]

Ainsi non seulement les mots et les énoncés changent de sens en passant d'un locuteur à un autre et d'une communauté langagière à une autre, mais les médias eux-mêmes contribuent fortement à cette circulation et aux glissements des énoncés « situés » vers des emplois qui en ont oublié l'origine. On retrouve ici encore la conception de Michel Pêcheux pour qui, comme le dit D. Maldidier (1990 : 89), « le sujet n'est pas la source du sens » parce que « le sens se forme dans l'histoire à travers le travail de la mémoire, l'incessante reprise du déjà-dit ». C'est pourquoi une analyse des médias se doit de prendre en compte le rôle des allusions qui fonctionnent à la fois comme des appels à la mémoire collective et comme des éclairages nécessaires à la progression et à l'orientation pragmatique des textes.

2.2. Du rôle de l'allusion dans les discours des médias

Dans la presse, certains titres de la Une (voir *supra* en 1.), certains titres des doubles pages consacrées à un même événement, certains titres d'articles ainsi que certains textes à énonciation subjectivée (éditoriaux, chroniques, commentaires, dessins de presse...) sont écrits à coups d'allusions plutôt que de citations. L'allusion fonctionne alors comme un appel à la mémoire, un rappel de faits ou de discours antérieurs, ce qui contribue à donner un « éclairage » particulier à ce qui est dit. Or « tout éclairage renvoie à des valeurs » et « il s'ensuit qu'une argumentation ne persuade pas par elle-même, mais qu'elle conduit le destinataire à se persuader lui-même » (Grize 2005 : 43).

L'allusion dans les titres

Ainsi l'allusion « voulue » de certains titres de presse vise à orienter la lecture et demande au lecteur un effort cognitif, un effort de remémoration, pour comprendre cette orientation, quitte à le faire après la lecture de l'article si l'énoncé reste opaque à première vue :

- Un petit Mai-68 des banlieues [*le Monde*, 05/11/05]
- Désintégration sociale [*le Monde*, 15/11/05]
- Fracture urbaine [*le Monde*, 08/11/05, éditorial]
- Manifs à durée indéterminée [*Libération*, 08/03/06, la une]
- Le printemps de la Sorbonne [*Libération*, 12/03/06, la une]
- Le péril jeune menace le gouvernement de précarité [*le Canard Enchaîné*, 15/03/06]
- Sous le CPE, la plage [*le Monde*, 15/03/06]

Si « Mai-68 » rappelle un événement bien ancré dans la mémoire collective, y compris chez les jeunes qui sont nés après, le contexte dans lequel il surgit lui donne un autre éclairage : il s'agit cette fois d'un mai 68 « des banlieues », et « petit » précédé du déterminant « un » donne un éclairage particulier qu'il s'agira de décoder au fil de l'argumentation développée dans la chronique ainsi titrée (voir *infra*). Mais le rappel de Mai 68 jouera sur d'autres allusions quatre mois plus tard lorsqu'il s'agira de commenter les manifestations d'étudiants, ce qui permettra, au-delà de titres explicites comme « Le spectre de Mai 68 » cité en 1., d'autres énoncés comme « *Le printemps de la Sorbonne* », ou « *Sous le CPE, la plage* », qui joue sur le défigement d'un slogan célèbre de 1968 : « sous les pavés, la plage ».

Les titres « *Désintégration sociale* », « *Fracture urbaine* » et « *Manifs à durée indéterminée* » jouent à la fois sur les potentialités de la langue et sur la mémoire interdiscursive des lecteurs : le premier rappelle la notion de l'intégration sociale, dite à la française, que les médias étrangers ont abondamment commentée lors de la crise des banlieues (voir note 6 *infra*), le deuxième sur un thème clé de la campagne de Jacques Chirac de 1995, que lui avait soufflé l'un de ses conseillers, « la fracture sociale ». Quant au troisième, « *Manifs à durée indéterminée* », il fait appel à la mémorisation des deux types de contrat de travail, contrat à durée indéterminée et contrat à durée déterminée, ce qu'est justement le CPE, et ce que mettent en cause les étudiants.

Enfin, l'allusion du titre « Le péril jeune menace le gouvernement » s'appuie sur une opposition phonologique, la formulation « le péril jaune » renvoyant dans les années 1920-30 aux craintes d'une invasion asiatique, qu'on peut reporter aujourd'hui à la peur de la domination économique de la Chine...

Différentes formes de dialogisme sont ainsi inscrites dans les titres de presse : depuis les phrases citées qu'on a entrevues en 2.1., et qui sont caractéristiques des interviews et des textes d'information (dialogisme montré) jusqu'au dialogisme masqué présent dans « le péril jeune » et dans différentes formes d'allusion qui jouent sur les sons, les sèmes, les constructions syntaxiques, voire dans les formes iconiques des dessins de presse. Ce sont ces mêmes formes que l'on retrouve dans les textes de presse à énonciation subjectivée où l'allusion l'emporte sur la citation.

L'allusion dans les textes de commentaire

Au fil des articles de commentaire, en particulier dans les éditoriaux et les analyses, l'allusion joue un rôle dans l'orientation pragmatique du texte à travers l'éclairage qu'elle donne. Car, comme le dit Jean-Blaise Grize, « les objets de discours doivent être *éclairés*,

ce qui revient à mettre en évidence quelques-unes de leurs facettes et à en occulter d'autres ». Or, si « tout éclairage colore ce qu'il illumine », cela « découle du fait qu'il se sert des pré-construits culturels qui ne sont jamais neutres » (Grize 2005 : 42). On a entrevu cet éclairage que donne l'allusion à certains événements enfouis dans la mémoire collective d'une culture particulière, lorsque des journalistes états-uniens comparent les violences en banlieue à la Tchétchénie ou à la situation de la Louisiane (voir *supra* en 1., introduction) ou lorsqu'un journaliste français parle de « ratonnades anti-bougnoules » pour les émeutes urbaines de Sydney (voir *supra* en 1., conclusion). Mais le rôle des allusions dans l'argumentation implique d'observer leur fonctionnement dans la progression du texte, ce que nous montrerons brièvement sur quatre séquences extraites des corpus B et U.

La première séquence prise en exemple est extraite d'un éditorial surmonté du titre « Fracture urbaine » (voir *supra*) :

Fracture urbaine

[...] Cette explosion de violences dans les banlieues, cette « chienlit urbaine », comme aurait pu dire le général de Gaulle, dressent un implacable constat d'échec des grandes promesses du candidat Chirac qui se promettait, en 1995, de réduire la fracture sociale et, en 2002, d'éradiquer l'insécurité.

[...] Il serait cruel de faire le bilan de chaque engagement, mais en dix ans, qu'il s'agisse de la politique de la ville, de l'intégration ou de l'action contre le chômage, l'Etat a montré son impuissance. Et les cités s'embrasent.

[...] Mais M. Chirac n'est plus candidat, il est président. Il n'a plus seulement à diagnostiquer ou à se contenter de donner de tardifs coups de menton sur « *la priorité absolue* » de l'ordre. Il lui faut agir pour réduire la « *fracture sociale* » qu'il a laissé s'élargir.

[*le Monde*, 08/11/05]

Il y a d'abord dans cet éditorial le rappel de deux discours antérieurs de Chirac, celui où il promettait de réduire la fracture sociale (campagne de 1995) et celui où il promettait de lutter contre l'insécurité (campagne de 2002). Ces deux rappels donnent un éclairage particulier à l'orientation de l'éditorial, le second rappelant aux lecteurs la présence de l'extrême droite lors du deuxième tour de l'élection présidentielle, en raison même du thème de l'insécurité. Mais un autre éclairage est donné par l'usage qui est fait de la formule employée par le général de Gaulle, lorsqu'on se souvient qu'il a parlé de « la chienlit » à propos des manifestants en mai 1968, ce qui renvoie à cette période de l'Histoire récente, et que l'on entend résonner la stigmatisation de cette même période dans les discours du ministre de l'Intérieur (qui parle souvent des « soixante-huitards » pour « expliquer » la crise de l'École et ses « conséquences » sur les jeunes de banlieue). Ce sont ces différents rappels qui, après l'introduction du connecteur « mais », permettent à l'éditorialiste de développer son point de vue et ses arguments jusqu'à l'injonction finale : « il lui faut agir » (et pas seulement parler). On voit ici comment les nouveaux contextes d'expressions enfouies dans les mémoires collectives fonctionnent, c'est-à-dire comment les énoncés capitalisent au fil de leur parcours des sens nouveaux sans perdre

totalément leurs sens antérieurs (voir ici *chienlit*, *chienlit urbaine*, *fracture*, *réduire la fracture*, *fracture urbaine*, *fracture sociale*).

On retrouve ces allusions à l'Histoire, ces rappels de domaines de mémoire à court ou à long termes ou de discours et d'énoncés qui y renvoient, dans la deuxième séquence prise ici en exemple, extraite d'une chronique politique intitulée *Un petit Mai-68 des banlieues*. Ici Mai 68 est évoqué pour expliquer la différence entre cet événement et les révoltes des jeunes de banlieues (ce qui explique le « petit » du titre analysé *supra*) mais également pour permettre le développement du point de vue du scripteur qui, après avoir fait appel à l'histoire récente (« les marches des beurs ») et à une histoire plus ancienne (la Commune de Paris) à travers des mots qui ont marqué les discours de (et sur) cette époque (*insurgés*, *révolutionnaires*, et *canaille*, qui n'est pas sans rappeler « racaille »...), termine son texte sur une note d'espérance :

Un petit Mai-68 des banlieues

[...]

Fin de règne, président contesté dans son camp, émergence d'un favori de la majorité, pour succéder au monarque vieillissant, révolte de jeune, cela ne rappelle-t-il rien ? Bien sûr, les différences entre les violences qui ont éclaté dans certaines villes de banlieue et les prodromes des événements de mai 1968 sont écrasantes. [...]

N'y a-t-il pas, pourtant, dans ces émeutes, qui semblent ne se répandre que par contagion, sans organisation ni consignes, le ferment possible d'une prise de conscience ? Plus de vingt ans après les marches des Beurs, qui avaient exprimé la protestation des jeunes Français d'origine arabe et africaine contre les obstacles mis à leur intégration, on peut considérer les échauffourées de Clichy-sous-Bois, Montfermeil, La Courneuve et ailleurs comme une nouvelle preuve de la disparition des repères politiques. Les insurgés d'aujourd'hui n'ont pas d'autre horizon que la répétition de bastons sans autre fonction que d'extérioriser leur mal-être. Cette « *canaille* »-là, à la différence de celle que chantaient les révolutionnaires de la Commune, n'a ni mémoire ni rêves. [...]

[*le Monde*, 05/11/05]

On terminera sur deux séquences empruntées au corpus U. La première est extraite d'un éditorial du *Figaro*, la seconde du courrier des lecteurs paru dans l'hebdomadaire *Marianne* et intitulé « Quand les fauteurs de troubles viennent de la campagne » :

La rue contre les réformes

Cette semaine, les conservateurs seront dans la rue, contre le CPE. Car il ne faut pas se fier aux apparences. Ce sont les porteurs de banderoles qui ne veulent rien changer, défendent le statut quo et s'agrippent à un modèle social remarquable par l'exclusion qu'il engendre aux deux bouts de la vie active – jeunes et seniors. Au point que l'on se demande : pour qui roulent-ils au juste, ces militants de l'immobilisme, sinon pour le maintien de la fracture qui caractérise notre marché du travail entre salariés surprotégés et main-d'œuvre surprécarisée ?

[...] C'est dire le déficit de pédagogie dont notre pays souffre collectivement. En Allemagne ou en Espagne, la classe politique a su expliquer pourquoi il était nécessaire de faire évoluer le vieux pacte social issu des années de forte croissance d'après-guerre.

[...] On peut regretter un déficit de pédagogie sur le CPE ; cela se corrige. Renoncer aux réformes, en revanche, serait fatal à notre modèle social. Ce serait une incorrigible erreur.

[*le Figaro*, 13/03/2006]

Vandales de la culture contre paysans en colère

Le 11 mars, le journal de 20 heures de France 2 nous a montré les événements qui se sont déroulés au sein de la Sorbonne [...]. Le reporter a parlé des « *insurgés, lançant des projectiles divers* ». On a vu le ministre de l'Éducation nationale brandir des livres brûlés, disait-il, par des manifestants. S'agit-il d'information ou de propagande ? [...] Chercherait-on à nous convaincre qu'il y aurait en la circonstance d'ineptes vandales irrespectueux de la culture et [...] d'honnêtes citoyens en colère, les paysans par exemple ?

[lettre de lecteur, *Marianne*, 25-31 mars 2006 – les coupures sont celles du journal]

L'éditorial du *Figaro* fait appel à un interdiscours qu'on imagine partagé, donc à des pré-construits culturels qui éclairent les arguments développés par le scripteur. Ainsi en qualifiant les manifestants de *conservateurs*, on attribue au camp « adverse » un éclairage qui d'habitude est donné au journal lui-même, *le Figaro* se revendiquant comme un journal de droite. Mais du même coup, l'argument du « conservatisme » ayant été utilisé pour fustiger « la vieille Europe » (de gauche) qui avait dit non à la guerre en Irak et non encore à l'Europe libérale, on fait appel à ces représentations récemment construites d'une gauche « frileuse » (donc conservatrice), ce dont rend compte l'éclairage donné par des formulations comme *militants de l'immobilisme* (que l'on « montre » à travers le démonstratif qui renvoie à la fois à *porteurs de banderoles* et aux images qu'on en donne à la télévision ou dans les photos de presse) ou par des énoncés comme celui qui les représente en train de s'agripper à *un modèle social remarquable par l'exclusion qu'il engendre*, modèle dû à un *vieux pacte social*, etc. Cet éclairage donné à ceux qui manifestent (anti-libéralisme = conservatisme) permet à l'éditorialiste de déboucher là encore sur une injonction indirecte, masquée derrière des modalités appréciatives (ce *serait fatal, une incorrigible erreur*).

Dans l'orientation argumentative de la lettre de lecteur, on peut observer comment l'éclairage donné par le discours de l'autre remet en question les représentations diffusées par la télévision. L'hiver 2006, il y a eu également en France de violentes manifestations de producteurs de vins qui protestaient contre l'importation de vins étrangers (d'Argentine, d'Australie ou du Chili). On en a peu parlé dans les médias et la justice a été beaucoup moins sévère envers les auteurs des destructions et des incendies provoqués à cette occasion qu'avec les jeunes de banlieues et les étudiants. D'où le titre de l'éditorial du journal des lecteurs de *Marianne* : « Casseurs des villes et casseurs des champs » et le débat qui s'ensuit dans les lettres publiées. Ainsi, dans l'extrait ci-dessus d'une lettre de lecteur, on observe la remise en cause des faits rapportés dans le discours du ministre (*disait-il*) et dans celui du journal télévisé (*le reporter a parlé des « ... »*). Cet éclairage du dire des autres permet d'introduire une série de questions qui mettent en cause la reconstruction de la réalité par les médias (*on a vu, chercherait-on à nous convaincre...*). Mais du même coup, il pose que ce sont les médias qui construisent, ou reconstruisent plutôt, les événements et, par suite, la réalité sociale.

Ainsi l'allusion n'est pas qu'un jeu de langage. Et il en est ainsi de l'usage que l'on fait des mots, des constructions, des énoncés au fil des discours qu'on produit et qu'on

interprète. L'allusion a une fonction pragmatique, voire argumentative, comme d'ailleurs le choix des désignations et des dires qu'on évoque ou qu'on rapporte.

On a voulu montrer sur des exemples concrets comment certaines formes discursives tendent à éveiller ou réveiller la mémoire des lecteurs et des citoyens ordinaires, qu'il s'agisse de la mémoire des faits, de la mémoire des mots ou de la mémoire interdiscursive dont tout discours est inévitablement porteur, que le locuteur en soit ou non conscient. Les médias jouent à cet égard un double rôle : dans le rappel, la remémoration des discours autres et des événements d'une part, et dans le renforcement de la mémorisation et la construction des mémoires collectives des sociétés et cultures contemporaines d'autre part. Les faits du monde nous parviennent à travers les filtres des discours des médias, images et paroles qui construisent une réalité sociale supposée partagée des événements, voire les événements eux-mêmes, manifestant ainsi cette intentionnalité collective dont parle J.R. Searle. Mais sans cette exposition aux médias à laquelle on est inévitablement soumis, on ne saurait pas grand-chose de ce qui se passe dans le monde, y compris dans le cercle restreint de sa propre culture.

Comprendre le fonctionnement des discours médiatiques dans toute leur complexité discursive devient alors un garant de l'autonomie du citoyen ordinaire des sociétés actuelles. L'éducation aux médias, comme à toutes les formes d'accès à l'information, donc à la connaissance, s'avère une priorité, en langue étrangère comme en langue maternelle. Or cette éducation passe, pour moi, par une observation construite des images et des discours auxquels on est exposé, une sensibilisation à ce que les mots et les énoncés signifient, compte tenu de ce qu'ils transportent avec eux et qui relève de l'histoire et de la culture, c'est-à-dire de la mémoire ou, plutôt, des différentes formes de mémoire (voir Moirand 2007b). C'est pourquoi j'ai voulu proposer ici une méthode d'observation qui permette de comprendre la construction discursive des événements, méthode que chacun peut adapter à ses objectifs de recherche ou d'enseignement.

¹ Les listes fournies dans cet article pour illustrer les différents paradigmes observés ne sont évidemment pas exhaustives.

² Pour des raisons d'espaces, en version imprimée, on a transformé les listes verticales des paradigmes relevés en listes horizontales, et pour éviter toute ambiguïté avec la ponctuation présente dans certains énoncés, on a séparé les exemples par le signe §. Dans les listes d'exemples, on a conservé les guillemets et les italiques (qui encadrent des paroles rapportées) de l'original (forme imprimée, pas toujours conservée dans la presse en ligne).

³ Un logiciel de textométrie comme *Lexico 3*, mis au point par André Salem à l'université Sorbonne nouvelle – Paris 3 (salem@msh-paris.fr), permet de relever non seulement les fréquences des désignations repérées pour nommer et caractériser les acteurs mais également des relations avec les mots de leur environnement textuel (*résonnance textuelle*). On peut de ce fait opposer la solitude des jeunes de banlieues à l'appui obtenu auprès des parents, des enseignants et des salariés en général par les étudiants qui manifestent, ce qui est inscrit formellement dans les corpus étudiés.

⁴ Ces dernières années en France, les intermittents du spectacle ont manifesté bruyamment (lors de festivals de théâtre, en occupant les studios de télévision ou les salles de spectacle, etc.),

contre leur changement de statut. Il y a eu également de nombreuses manifestations de travailleurs migrants « sans papiers », qui demandent leur régularisation. Ces mouvements sociaux ont fait l'objet de reportages dans les médias, et le fait de prononcer les mots « sans papiers » ou « intermittents du spectacle » permet de faire appel à des représentations iconiques et discursives inscrites dans la mémoire collective des auditeurs et des lecteurs des médias.

⁵ Dans un encadré intitulé « Les mots pour le dire » (*le Monde* des 13-14 novembre 2005), Ariane Chemin rappelle que si l'expression 'violences urbaines' « fait la "une" de la presse sans guillemets », « elle n'appartient pourtant pas au vocabulaire usuel, mais a été inventée par la police. Elle désigne depuis 1998 la 10^e section des Renseignements généraux de la Préfecture de police de Paris ».

⁶ On peut s'interroger sur la fonction de ces euphémismes, tel le mot 'crise' qui, selon E. Hazan (2006 : 33) fait partie de ce qu'il appelle *les mots-masques*, caractéristiques pour lui de la langue du néolibéralisme, et qui fonctionnent selon lui avec un autre mot-masque ; « la réforme », dont on a besoin pour sortir de « la crise ».

⁷ Cet article, paru dans *Marianne* (24 décembre 2005 – 06 janvier 2006) et signé par « Olivier Caslin et Chris Wood, à Sydney », fait un parallèle entre les « émeutes urbaines » de Sydney et celles des banlieues parisiennes quelques mois auparavant, alors qu'il s'agit de faits de nature différente, et cela se voit dès le titrage de ces deux pages :

Émeutes urbaines [pré-titre]

Cela ne se passe pas en Seine-Saint-Denis

Mais à... Sydney, Australie [titre]

L'Australie vient de vivre des émeutes raciales d'une rare intensité. Et dire que, face au soulèvement de nos banlieues, les médias locaux fustigeaient encore, il y a quelques semaines, la faillite du modèle d'intégration à la française... Reportage [chapeau]

Références bibliographiques

- Authier-Revuz, J. (2000) Aux risques de l'allusion. *L'allusion dans la littérature* : 209-235. Paris : Presses universitaires de Paris Sorbonne.
- Bakhtine, M. (1977, traduction) *Le marxisme et la philosophie du langage*. Paris : Éditions de Minuit.
- Bakhtine, M. (1984, traduction) *Esthétique de la création verbale*. Paris : Gallimard.
- Calsamiglia, H. & Lopez Ferrero, C. (2003) Role and position of scientific voices : reported speech in the media. *Discourse Studies* 5, 2 : 147-173.
- Cadiot, P. & Nemo, F. (1997) Propriétés extrinsèques en sémantique lexicale. *Journal of French Language Studies* 7, 2 : 127-146.
- Cislaru, G. et alii (2007) *L'acte de nommer. Une dynamique entre langue et discours*. Paris : Presses Sorbonne nouvelle.
- Cruse, A. D. (2004) *Meaning in Language. An introduction to Semantics and Pragmatics*. London: Oxford University Press.
- Cusin-Berche, F. éd. (2000) Rencontres discursives entre sciences et politique dans les médias. *Les Carnets du CEDISCOR* 6.
- Cusin-Berche, F. (2003) *Les mots et leurs contextes*. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle.
- Fowler, M. (1995) *Language in the news. Discourse and Ideology in the Press*. London, New York: Routledge.
- Grize, J.-B. (2005) Le point de vue de la logique naturelle. *L'argumentation aujourd'hui. Positions théoriques en confrontation* : 35-43. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle.
- Grosse, E.U. & Seibold, E. (1996) *Panorama de la presse française*. Berlin : Peter Lang.
- Halbwachs, M. (1997 [1950]) *La mémoire collective*. Paris : Albin Michel.
- Hazan, E. (2006) *LQR La propagande au quotidien*. Paris : Raisons d'Agir éditions.
- Hermès* n° 46 (2006) Événements mondiaux et regards nationaux. Paris : CNRS éditions.
- Kleiber, G. (2001) Remarques sur la dénomination. *Cahiers de praxématique* 36 : 21-41.

- Lopez Muñoz, J.M., Marnette, S. & Rosier, L. éds (2004) *Le discours rapporté dans tous ses états*. Paris : l'Harmattan.
- Lugrin, G. (2001) Le mélange des genres dans l'hyperstructure. *SEMEN* 13 : 65-96.
- Malidier, D. (1990) *L'inquiétude du discours. Textes de Michel Pécheux choisis et présentés*. Paris : Éditions des Cendres.
- Mazière, F. (2005) *L'analyse du discours*. Paris : PUF.
- Moirand, S. (2003) Communicative and Cognitive Dimensions of Discourse on Science in the French Mass Media. *Discourse Studies* 5-2: 175-206.
- Moirand, S. (2004) L'impossible clôture des corpus médiatiques ou la construction des observables entre catégorisation et contextualisation.. *TRANEL* 40 : 71-92. Université de Neuchâtel.
- Moirand, S. (2005a) De la médiation à la médiatisation des faits scientifiques et techniques : où en est l'analyse du discours ? [http://sciences-medias.ens-lsh.fr/article.php?id_article=59]
- Moirand, S. (2005b) Le dialogisme, entre problématiques énonciatives et théories discursives. *Cahiers de praxématique* 43 : 189-220.
- Moirand, S. (2006a) Entre discours et mémoire, le dialogisme à l'épreuve de la presse ordinaire. *TRANEL* 44 : 39-55.
- Moirand, S. (2006b) Responsabilité et énonciation dans la presse quotidienne : questionnements sur les observables et les catégories d'analyse ». *SEMEN* 22 : 45-60.
- Moirand S. (2007a) *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris : Presses Universitaires de France.
- Moirand, S. (2007b) Discours, mémoires et contextes : à propos du fonctionnement de l'allusion dans la presse. *CORELA*, en cours de mise en ligne.
- Monville-Burston, M. (1993) Les verba dicendi dans la presse d'information. *Langue française* 97 : 48-66.
- Mortureux, M.-F. (1993) Paradigmes désignationnels. *SEMEN* 8 : 121-141.
- Mourlhon-Dallies, F., Rakotonoelina, F. & Reboul-Touré, S. éds (2004) Les discours de l'internet. *Les Carnets du Cediscor* 8.
- von Münchow, P. (2004) *Les journaux télévisés en France et en Allemagne*. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle.
- von Münchow, P. & Rakotonoelina, F. éds (2006) Discours, cultures, comparaisons : nouveaux corpus ? nouveaux modèles ? *Les Carnets du Cediscor* 9.
- Paveau, M.-A. (2006) *Les prédiscours. Sens, mémoire, cognition*, Paris : Presses Sorbonne Nouvelle.
- Rastier F. (1998) Le problème épistémologique du contexte et le statut de l'interprétation dans les sciences du langage. *Langages* 129 : 97-111.
- Ricœur P. (2000) *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : Éditions du Seuil.
- Rimbert, P. (2005) *Libération de Sartre à Rothschild*. Paris : Raisons d'Agir éditions.
- Searle, J.R. (1995) *The Construction of Social Reality*. New York: Free Press (traduction française : *La construction de la réalité sociale*. Paris : Gallimard, 1998).
- Siblot, P. (1998) De l'un à l'autre. Dialectique et dialogisme de la *nomination identitaire*. *L'Autre en discours*, Publications de l'université Paul Valéry – Montpellier 3. *Terrain* 38. Qu'est-ce qu'un événement ? Paris : Éditions du Patrimoine
- Veniard, M. (2007) : Les mots du conflit. Etude sémantique et discursive, de la Guerre du Golfe au conflit des intermittents. Thèse pour le doctorat en sciences du langage, université Sorbonne nouvelle – Paris 3, CEDISCOR-SYLED.
- Volochivov, V.N. (1981) Le discours dans la vie et le discours dans la poésie, La structure de l'énoncé. *Mikhail Bakhtine, le principe dialogique* : 181-215 et 287-314. Paris, Gallimard.

